

*Arts*, 21 – 27 février 1962, n° 857, p. 1.

**Jacques Brosse, «Lettre ouverte à André Malraux»**

### **Politique d'abandon**

Parce que vous êtes André Malraux, parce que, au sein du gouvernement, vous avez la responsabilité des Affaires culturelles, une de vos constantes préoccupations est la sauvegarde de notre patrimoine littéraire et artistique. Or si, chaque fois qu'un monument ou une œuvre d'art est menacé, il ne manque pas de s'élever des cris d'alarme, personne, que je sache, ne signale la progressive détérioration de notre héritage intellectuel.

En 1962, dans un pays qui se prétend à la tête de la civilisation, il est devenu impossible de lire Pétrarque et Lope de Vega, Quevedo et Polybe, Hoelderlin et Blake. Ni Goethe, ni Schiller, ni Dante, ni Boccace, ni Cervantes, ni Swift n'ont droit, chez nous, à des éditions complètes. Comment un Français pourrait-il se faire une idée personnelle sur le siècle d'or espagnol, le théâtre élisabéthain ou le romantisme allemand, puisque ces époques qui comptent parmi les plus riches et les plus brillantes de la vie littéraire de l'Europe, ne sont représentées sur les rayons des librairies que par quelques œuvres, qui ne sont pas toujours les plus significatives ?

Mais Goethe, Pétrarque et Calderon, dira-t-on, sont des étrangers, nos classiques ne nous suffisent-ils pas ? Encore faudrait-il qu'on puisse les acquérir. Il n'est que de consulter les catalogues de tous les éditeurs actuels pour établir un bilan : littérature médiévale indigente, au point que l'on est obligé de recourir, pour certains textes, à des éditions allemandes; XVI<sup>e</sup> siècle inexistant, à part la Pléiade, Rabelais et Montaigne; XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles réduits au classicisme officiel. La liste publiée dans le même numéro d'*Arts* rend superflu tout commentaire.

Faut-il donc se résigner à ne connaître la littérature française que par ouï-dire, à travers les jugements des manuels et de vagues souvenirs de rabâchage scolaire.

La situation présente a une cause : la publication des classiques dépend entièrement d'initiatives privées, elle est soumise à des impératifs commerciaux, d'où son caractère incohérent, pléthorique en certains points, présentant en d'autres de graves lacunes. Les éditeurs offrent toujours les mêmes titres, ceux dont ils sont assurés qu'ils se vendront bien et vite. C'est ainsi qu'on trouve dix éditions du même livre, dont sept sont exactement identiques, alors que manque depuis trente ou quarante ans tel autre ouvrage d'égale valeur. Certaines maisons sont chargées de pourvoir les étudiants de textes d'étude. Elles se limitent alors au programme de l'année et débitent en volumes séparés l'œuvre d'un écrivain. Le résultat est le suivant : on peut se procurer en 1961 les tomes VII et VIII, mais les tomes précédents sont épuisés; en 1962 on réédite les tomes I et II, les tomes III, IV, V et VI demeurent introuvables, les tomes VII et VIII entre temps ont disparu. Lorsqu'on veut posséder l'œuvre complète d'un auteur, il arrive qu'une vie entière n'y suffise pas.

Assurément, il existe un remarquable instrument de culture, la Bibliothèque de la Pléiade. Bien qu'elle prenne d'année en année une ampleur qui permet d'espérer qu'un jour figureront tous les chefs-d'œuvre de la littérature européenne, elle reste fort incomplète.

Le succès, somme toute inattendu, de la Pléiade, celui, renouvelé, que connaît la collection des Classiques Garnier, enfin l'accueil réservé aux œuvres parfois difficiles que publient d'une part les clubs, d'autre part le Livre de poche montrent bien qu'il existe une demande toute prête à s'accroître.

Les réussites du secteur privé sont nécessairement limitées. On ne peut attendre de l'édition qu'elle comble les vides scandaleux qui subsistent. Faut de centralisation, ses tentatives demeurent désordonnées; elles ne peuvent étendre leur champ, sous peine de cesser d'être financièrement viable. Combien de collections entreprises avec courage et désintéressement, avec un sens très sûr des besoins intellectuels du moment ont déjà dû cesser de paraître !

Puisque l'industrie du livre ne peut se charger de ce qui doit être considéré comme un service public, c'est à l'Etat qu'il appartient de l'assurer.

Déjà, par différentes voies, il subventionne à des fins culturelles un certain nombre de maisons d'éditions. C'est de ce système existant qu'il convient de se servir. Voici comment on pourrait concevoir l'organisation de la publication des classiques.

Un comité où seraient représentés l'Université, mais aussi écrivains et lecteurs, établirait une liste des chefs-d'œuvre introuvables, une sorte de «corpus» des œuvres du passé qui méritent d'être sauvegardée. A partir de ce recrutement, il formulerait un programme, exécutable en cinq ans par exemple, où les œuvres seraient classées suivant un ordre d'urgence. Cette liste serait ensuite répartie entre les maisons subventionnées, de qui on exigerait l'uniformité dans la présentation.

La collection nationale des classiques français et étrangers devrait être abordable par son prix, attirante par son aspect. Point de commentaires superflus, d'annotations multipliées, de variantes; une notice historique, quelques notes documentaires ou explicatives. Il faut aider le lecteur, non le gêner. Quant aux traductions, il serait indispensable qu'on puisse lire les œuvres étrangères comme si elles avaient été écrites en français et non dans la langue rocailleuse et incorrecte qui est si souvent en usage dans ce domaine. Pour cela, il n'existe qu'une méthode, la traduction en trois temps : un linguiste donne une première version littérale du texte, un écrivain le récrit librement, le linguiste vérifie l'exactitude de cette nouvelle traduction et les deux collaborateurs mettent au point le texte définitif.

La création pour vous d'un ministère de la Culture annonçait une ère nouvelle. Votre œuvre, votre personnalité, l'universalité de votre humanisme vous désignaient pour être à la fois le gardien du passé et le promoteur de l'avenir. Vous disposiez non seulement de pouvoirs étendus, mais aussi de l'autorité morale qui vous eût permis de surmonter tous les obstacles.

Ces problèmes que l'irresponsabilité et l'incompétence avaient méconnus, nous étions persuadés qu'ils seraient l'un après l'autre étudiés et résolus. Plutôt que de s'y attaquer, on en modifia la formulation; les noms changèrent, les problèmes survécurent. Nous attendions un programme concret, des réalisations effectives, immédiates. Partout des hommes de bonne volonté étaient prêts à se dévouer pour une cause qui était la leur.

Un signe de vous aurait suffi. Ils eurent des discours et les échos lointains d'une Prière sur l'Acropole au milieu des projecteurs.

Le portrait qu'on présente au public de notre culture est un anachronisme. Comment, puisqu'il flatte la vanité nationale, le mettrait-il en doute ? Mais la responsabilité est grande de ceux qui, soit par calcul, soit aveuglément, pensent justifier par la gloire passée l'immobilisme présent. Célébrer la grandeur civilisatrice de la France alors qu'on la laisse dépérir, est plus qu'une trahison, c'est une moquerie. Est-il donc venu «le Temps du mépris» ?

La civilisation n'est pas une allégorie devant laquelle on s'incline, c'est une œuvre périssable et qui n'est jamais achevée. Cette continuité de notre littérature, dont nous sommes si fiers, est en train de devenir une simple vue de l'esprit, puisque les œuvres qui l'établissent ne sont plus que des noms.

Avant qu'il ne soit trop tard, il faut reconstituer notre patrimoine et le restaurer, il faut rendre vie à des ombres, sinon, un jour, l'illusion dissipée, nous nous apercevrons que notre civilisation ne repose plus que sur du vide.

Est-il possible que vous, André Malraux, vous léguiez à la postérité une culture en ruines ?